



GOVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*



FranceAgriMer

ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

MARCHE PUBLIC

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

ACHETEUR:

FranceAgriMer

Adresse du siège : 12 rue Henri Rol-Tanguy – Montreuil (93)

Adresse postale : TSA 20002 – 93555 Montreuil Cedex

Objet du marché :

**Réalisation de prestations diverses permettant la participation de
FranceAgriMer au Salon International de l'Agriculture 2025**

**LOT 1 : conception, réalisation, montage, démontage du
stand et suivi durant le salon**

Établi conformément aux dispositions de l'ordonnance n°2018-1074 du 26
novembre 2018 et du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 relatifs au code de
la commande publique

Procédure de consultation utilisée:

Consultation selon procédure d'appel d'offres ouvert en
application

Des articles L.2124-1 à L.2124-2, R.2124-1 à R.2124-2-1° du code susvisé

Date et heure limites de remise des offres: **18/11/2024 avant 12h**



FranceAgriMer

**Salon International de l'Agriculture 2025
LOT 1**

Code Doc
CCP

Page 1 sur 38

SOMMAIRE

I.	CLAUSES ADMINISTRATIVES	4
Article 1:	Objet du marché	4
Article 2:	Identification des parties contractantes	4
Article 3:	Allotissement du marché	5
Article 4:	Procédure de consultation	5
Article 5:	Pièces constitutives du marché	5
Article 6:	Lieu d'exécution des prestations	6
Article 7:	Durée du marché	6
Article 8:	Livrables attendus et délai de livraison	6
Article 9:	Contexte général	6
Article 10 :	Ojectifs.....	7
Article 11 :	Cibles	7
Article 12:	Budget	8
Article 13:	Description des prestations.....	8
Article 14:	Prix	8
Article 15:	Sous-traitance.....	9
Article 16:	Groupement d'opérateurs économiques	10
Article 17:	Obligations des parties	10
17.1	Obligation du titulaire	10
17.2	Obligation de l'acheteur	11
17.3	Obligation de discrétion et confidentialité.....	11
Article 18:	Contrôle de la bonne exécution des prestations.....	11
Article 19:	Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles	12
Article 20:	Prestations supplémentaires ou modificatives	12
Article 21:	Clauses de réexamen	13
Article 22:	Droits de propriété intellectuelle	13
22.1	Les droits cédés	13
22.2.	Régime des connaissances antérieures	15
22.3	Garantie des droits cédés	16
Article 23:	Avance	16
Article 24:	Modalités de règlement	17
24.1.	Echéancier de paiement	17
24.2.	Facturation.....	18
24.3.	Délai de paiement et intérêts moratoires.....	18
Article 25:	Pénalités	19
Article 26:	Assurances	19
Article 27:	Résiliation.....	20
27.1	Dispositions générales.....	20
27.2.	Résiliation pour motifs d'intérêt général.....	20
27.3.	Résiliation pour évènements extérieurs au marché	20
27.4.	Résiliation pour évènements liés au marché	21
27.5.	Résiliation pour faute du titulaire	21
Article 28:	Exécution aux frais et risques du titulaire.....	22
Article 29:	Cessions	23
29.1.	Cession ou nantissement de créances	23
29.2.	Cession du marché.....	23
Article 30:	Décompte de résiliation	23
Article 31:	Règlement des différends entre les parties.....	25

II.	CLAUSES TECHNIQUES	27
Article 32 :	Conception du stand	27
32.1.	Esthétique générale: une présence forte qui se distingue	27
32.2.	Un stand convivial et fonctionnel	27
Article 33:	Réalisation et aménagement du stand	27
33.1.	La répartition des différents espaces	27
Article 34:	Régie du stand	32
Article 35 :	régie audiovisuelle et capitulation vidéo.....	32

Annexes :

- 1- Les dispositions relatives aux données protégées
- 2- Les plans de l'emplacement de FranceAgriMer dans le hall 4 du SIA
- 3- Le cadre de réponse technique (CRT)

I. CLAUSES ADMINISTRATIVES

Article 1: Objet du marché

Le présent marché (lot 1) porte sur la conception, réalisation, aménagement et régie du stand de FranceAgriMer au Salon International de l'Agriculture (SIA) 2025 qui se déroulera du **22 février 2025 au 02 mars 2025**.

Article 2: Identification des parties contractantes

Les parties contractantes du présent marché sont les suivantes:

1. L'acheteur : FranceAgriMer, Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer dont la Directrice Générale est la représentante légale. Il désignera nommément au moment de la notification du marché les correspondants qui auront en charge les relations avec le titulaire du marché.
2. Le titulaire, soit le prestataire de services qui aura conclu le présent marché avec l'acheteur. Il désignera nommément un correspondant qui assurera les relations avec les correspondants de l'acheteur au titre du marché. Les référents de l'acheteur doivent pouvoir entrer en contact avec lui en temps réel. Tout remplacement du correspondant désigné par le titulaire est obligatoirement porté à la connaissance de l'acheteur et ce dans les plus brefs délais.

Le titulaire est également tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché et notamment :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité
- à sa raison sociale ou à sa dénomination
- à son adresse ou à son siège social
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Forme des notifications et informations

La «notification» est l'action consistant à porter une information ou une décision à la connaissance de la ou des parties contractantes.

Toute notification est portée à la connaissance des parties contractantes par tous moyens (y compris dématérialisé). En tout état de cause, le moyen utilisé doit permettre de déterminer de façon certaine la date de réception de la décision ou de l'information.

Article 3: Allotissement du marché

Le marché est constitué de deux lots :

- **Lot 1** : conception, réalisation, aménagement et régie du stand de FranceAgriMer au SIA 2025
- **Lot 2** : conception, réalisation et suivi des animations sur le stand

Chacun des lots fait l'objet d'un marché distinct. **Le présent cahier des clauses particulières porte uniquement sur le lot 1 du marché.** Il s'agit d'un marché ordinaire pour la réalisation d'une prestation spécifiquement déterminée.

Article 4: Procédure de consultation

- Lot 1:** Le marché est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert prévue par les articles L.2124-1 à L.2124-2, R.2124-1 à R.2124-2-1° du code de la commande publique.
- Lot 2:** Au regard de son montant, le marché est passé selon l'alinéa 2 de l'article R.2123-1 du code de la commande publique. En l'espèce, il donne lieu à la consultation sans publicité de fournisseurs identifiés par l'acheteur comme susceptibles d'exécuter les prestations.

Article 5: Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante:

- l'acte d'engagement, complété; daté et signé au moment de l'attribution du marché par le titulaire ;
- l'annexe financière annexée à l'acte d'engagement;
- le présent cahier des clauses particulières et ses annexes (dispositions relatives aux données protégées, plans de l'emplacement de FranceAgriMer dans le hall 4 du SIA) ;
- le Cahier des Clauses Particulières du marché « restauration » déjà attribué dans le cadre d'un marché précédent (description du nombre de cocktails, du nombre de personnes qui déjeunent par jour...).

- les éventuels actes spéciaux de sous-traitance et les avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- Le cas échéant les ordres de service émis par l'acheteur ;
- la proposition technique du titulaire présentant de façon détaillée les modalités de réalisation des prestations faisant l'objet du marché (Cadre de réponse technique (CRT) et/ou mémoire technique reprenant le CRT).

Seules les pièces détenues par l'acheteur font foi. Les conditions générales de vente du prestataire, dès lors qu'elles s'avèrent contraires au présent document ne sont pas prises en considération.

Article 6: Lieu d'exécution des prestations

Paris Expo – Porte de Versailles – 1 place de la Porte de Versailles – 75015 Paris – France- Hall 4

Article 7: Durée du marché

Le marché prend effet à compter de sa date de notification au titulaire.

La notification vaut commencement d'exécution des prestations qui s'achèvent à l'issue du SIA 2025 qui se déroulera du **22 février 2025 au 02 mars 2025**.

La fin effective du marché est marquée par le constat du démontage du stand et la restitution par le titulaire de l'espace mis à disposition par l'acheteur.

Article 8: Livrables attendus et délai de livraison

Le titulaire doit livrer le stand aménagé conformément aux prescriptions du présent cahier des clauses particulières (CCP) au plus tard la veille du démarrage du salon, soit **le 22 février 2025 à 10h**.

L'admission des livrables est prononcée par l'acheteur après vérification de leur conformité aux exigences du présent CCP.

Si le constat n'est pas satisfaisant, le titulaire encourt des pénalités dans les conditions de l'article **25 en plus des réfections**.

Article 9: Contexte général

FranceAgriMer, Établissement public administratif sous tutelle du Ministère de l'Agriculture et de la souveraineté alimentaire, est un lieu d'information, d'échanges, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture, de la pêche et de

l'aquaculture.

Ses missions :

- Verser des aides au titre de fonds européens et nationaux: FranceAgriMer met en oeuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés.
- Collecter, analyser et diffuser des données économiques: FranceAgriMer assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions, et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
- Soutenir les exportateurs dans le secteur agricole et agroalimentaire: FranceAgriMer est un des acteurs du développement à l'international des secteurs agricoles et agroalimentaires.

La plaquette de présentation de l'Établissement est téléchargeable sur le site Internet de FranceAgriMer (<https://www.franceagrimer.fr/FranceAgriMer2/Qui-sommes-nous2>).

Le Salon International de l'Agriculture est un temps fort en termes de communication pour FranceAgriMer qui sera présent sur un stand de 272m2 dans le hall 4 du Parc des expositions (cf. l'emplacement en annexe 2 au présent document).

Article 10 : Ojectifs

FranceAgriMer, sera présent au SIA 2025 pour:

- positionner l'Établissement comme incontournable sur ses missions essentielles (cf. article 9) et son image de tiers de confiance auprès des professionnels,
- faire connaître l'Établissement et ses missions au service des politiques publiques auprès du grand public.

Article 11 : Cibles

Les cibles sont :

- la sphère agricole : institutions, professionnels, étudiants et enseignants,
- les journalistes,
- le grand public : les adultes et les enfants.

Article 12: Budget

Le budget total prévu alloué à ce lot 1 du marché se situe dans une fourchette comprise entre 155 000 € HT et 205 000 € HT.

Sont exclus de ce montant, les droits d'inscription et frais d'assurance liés à la location de la surface au Parc des expositions, ainsi que les charges relatives au fonctionnement du stand (électricité, eau...) ceux-ci étant pris directement en charge par FranceAgriMer.

Article 13: Description des prestations

Au titre du présent marché, le titulaire aura en charge les prestations suivantes :

- la conception d'un stand (compatible avec la charte graphique de l'Etat : <https://www.gouvernement.fr/charte/charte-graphique-les-applications/operateurs-et-entites-servicielles>),
- la réalisation : montage et démontage du stand, appui aux achats techniques et logistiques vis à vis de l'organisateur du salon (les commandes techniques (électricité, eau, matériel de montage...) sont passées par le titulaire du présent marché pour le compte de FranceAgriMer à l'organisateur du SIA qui les facture directement à FranceAgriMer),
- l'aménagement du stand : mobilier et matériels techniques (installation électrique, sonorisation, climatisation, insonorisation, aménagement de cuisine, alimentation en eau),
- la régie du stand : fonctionnement général et appui technique, notamment audiovisuel ; les frais de personnel (le régisseur général devra être joignable et sur le site de la porte de Versailles. Le régisseur/technicien audiovisuel devra être sur le stand tous les jours, sachant que son repas du midi sera fourni par FranceAgriMer).

Les attentes spécifiques en matière de réalisation des prestations requises dans le cadre du présent marché sont déterminées dans la deuxième partie du document intitulée «Clauses techniques».

Article 14: Prix

La monnaie du marché est l'euro. Le prix est forfaitaire. Il est ferme pendant toute la durée du marché et actualisable (cf. formule ci-dessous) ; sa décomposition figure dans l'annexe financière complétée par le prestataire.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les services, ainsi que tous les frais y afférents nécessaires à la réalisation des prestations notamment la conception du stand, son montage et démontage ; l'aménagement du stand (y compris ouverture des compteurs,

branchements (électrique, eau (arrivée et évacuation), informatique, 2 connexions Internet haut débit), , la fourniture des équipements (informatiques, vidéo, électroménager), du mobilier ; la prise en charge du recrutement, de la rétribution et le cas échéant des frais de déplacement du personnel associé au lot 1, pendant la durée du salon ; les marges pour risques et les marges bénéficiaires.

Tous les frais liés aux personnels sont compris dans les prix, à l'exception des repas du technicien audiovisuel présent sur le stand en permanence et à qui le déjeuner est fourni par FranceAgriMer.

Pour les prestataires établis à l'étranger, le prix proposé devra être libellé en hors taxes dans la mesure où il revient à l'acheteur d'auto-liquider le montant de la TVA correspondant au taux en vigueur en France.

Formule d'actualisation du prix :

Les prix seront actualisés selon la formule suivante uniquement si le délai entre la date limite de remise des offres et le début d'exécution est supérieur à 3 mois :

$$P_a = P_0 \times \left(\frac{I_{m-3}}{I_0} \right)$$

Avec :

P_a : Prix actualisé

P_0 : Prix initial du contrat

I_0 : Valeur de l'index de référence au mois d'établissement des prix

I_{m-3} : Valeur de l'index de référence trois mois avant la date de début d'exécution des travaux

L'indice de référence à prendre en compte est publié sur l'INSEE: [l'Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Information, communication \(NAF rév. 2 section J\) - Base 100 en décembre 2008 – Identifiant 0012565192](#).

Article 15: Sous-traitance

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations du marché qu'à condition d'avoir préalablement obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement selon les conditions des articles L.2193-1 à L.2193-14 et R.2193-1 à R.2193-22 du code de la commande publique.

Dans le cas où la présentation du sous-traitant est faite au moment du dépôt de l'offre, la notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement. Si la présentation du sous-traitant intervient après le dépôt de l'offre, celle-ci doit être remise à l'acheteur contre récépissé ou transmise par courrier recommandé avec demande d'avis de réception.

En cas de sous-traitance, le titulaire restera seul responsable vis-à-vis de l'exécution des parties sous-traitées. À ce titre, les défaillances des sous-traitants relevant du non-respect de leurs engagements ou de la cessation d'activité sont traitées comme des défaillances du titulaire.

Les obligations qui incombent au titulaire dans le cadre du présent marché s'appliquent de droit aux sous-traitants. Le titulaire s'engage à les leur communiquer.

La pénalité prévue à l'article 25 pourra être appliquée si la demande d'agrément et d'acceptation d'un sous-traitant reste infructueuse.

Article 16: Groupement d'opérateurs économiques

En cas de passation du marché sous la forme d'un groupement d'opérateurs économiques, le membre du groupement d'opérateurs économiques, désigné dans le marché comme mandataire, représente l'ensemble des membres du groupement, vis-à-vis de l'acheteur, pour l'exécution du marché.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des autres membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard de l'acheteur jusqu'à la date à laquelle ses obligations prennent fin.

En cas de groupement solidaire, chacun des membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance des autres membres du groupement.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours ouvrés à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

Article 17: Obligations des parties

17.1 Obligation du titulaire

Le titulaire s'engage à:

- réaliser les prestations qui lui sont confiées selon les normes de sécurité des stands en vigueur, inscrites au cahier des charges de l'organisateur du salon, et lorsque celles-ci n'existent pas, selon les règles de l'art qui leur sont propres,
- ne diffuser aucune information confidentielle dont il aura connaissance durant l'exécution du marché,
- signaler à l'acheteur dans les meilleurs délais, dès leur constat, toutes difficultés rencontrées au cours de l'exécution du marché,
- fournir des équipements et produits de qualité

17.2 Obligation de l'acheteur

L'acheteur s'engage à communiquer au titulaire en temps utile toutes les informations nécessaires à la bonne exécution du marché, notamment les informations se rapportant au(x) prestataire(s) en charge de l'exécution du lot 2 du présent marché (conception, réalisation et suivi des animations sur le stand) et du titulaire du marché de restauration déjà notifié au prestataire Conseil Cuisine Création.

En outre, à compter de la notification du marché, FranceAgriMer mettra en relation l'ensemble des prestataires des lots 1, 2 du présent marché et du marché attribué au prestataire Conseil Cuisine Création pour permettre leur bonne coordination.

17.3 Obligation de discrétion et confidentialité

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en avoir connaissance.

Au présent document sont jointes les dispositions à respecter par les parties au marché en matière de réglementation en vigueur applicable au traitement de données protégées et, en particulier des données à caractère personnel, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (Cf. annexe 1 au présent document).

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

En cas de non-respect de cette obligation de confidentialité par le titulaire, il sera fait application de la clause de résiliation prévue par le présent document à l'article 27.

Article 18: Contrôle de la bonne exécution des prestations

L'acheteur se réserve le droit de faire réaliser sur place durant le déroulement du salon, tout type de contrôle pour vérifier la conformité des opérations au regard des exigences des documents du marché.

En cas de constat de manquement du titulaire à ses obligations contractuelles durant l'exécution du marché, l'acheteur le lui signale via une fiche d'anomalie. Cette fiche préalablement établie par l'acheteur comporte au minimum le manquement constaté et le délai laissé au titulaire pour y remédier.

La fiche d'anomalie est ensuite transmise au titulaire par tout moyen permettant d'attester d'une réception certaine. Le titulaire dispose d'une heure maximum à compter de la réception de la fiche pour présenter ses observations quant au manquement qui lui est reproché, faute de quoi il est réputé l'avoir accepté.

Passé le délai fixé dans la fiche, le titulaire encourt une réfaction sur le montant de la

facture qu'il ait ou non-remédié au manquement totalement ou partiellement. Cette réfaction sera proportionnelle à la résolution constatée.

Article 19: Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles

Lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par l'acheteur. Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, l'acheteur se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours calendaires à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension. Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements.

A défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées ci-après à l'article 30.

Article 20: Prestations supplémentaires ou modificatives

Pendant l'exécution du marché, l'acheteur peut prescrire au titulaire, par ordre de service, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose.

Le titulaire ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable de l'acheteur.

Lorsque le marché n'a pas prévu de prix pour les prestations supplémentaires ou modificatives demandées par l'acheteur au titulaire, l'ordre de service mentionné ci-avant fixe provisoirement les prix nouveaux retenus pour le règlement des prestations supplémentaires ou modificatives.

Ces prix provisoires, permettant une juste rémunération du titulaire, sont arrêtés par l'acheteur après consultation du titulaire. Ils sont utilisés pour le règlement des acomptes jusqu'à la fixation du prix définitif.

Le titulaire est réputé avoir accepté les prix provisoires si, dans le délai de 48 heures suivant l'ordre de service qui lui a notifié ces prix, il n'a pas présenté d'observation à l'acheteur en indiquant, avec toutes justifications utiles, les prix qu'il propose. En cas de désaccord, l'acheteur règle provisoirement les sommes qu'il admet.

Lorsque l'acheteur et le titulaire sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, ceux-ci font l'objet d'un avenant.

Le titulaire n'est pas tenu de se conformer à un ordre de service avec travaux supplémentaires lorsque celui-ci n'a fait l'objet d'aucune valorisation financière.

Un tel refus d'exécuter opposé par le titulaire n'est toutefois recevable que s'il est notifié par écrit, avec les justifications nécessaires, à l'acheteur, dans le délai 48 heures suivant la notification de l'ordre de service prescrivant les prestations.

Article 21: Clauses de réexamen

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire ou des modifications de couts. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la modification des délais d'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'acheteur d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Article 22: Droits de propriété intellectuelle

22.1 Les droits cédés

Le titulaire cède à titre exclusif à l'acheteur au niveau national et international l'ensemble des droits patrimoniaux afférents aux décors mis en place sur le stand et ce pendant toute la durée du droit de propriété littéraire et artistique.

Ces droits comprennent, dans le respect des droits moraux, l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction et de représentation et notamment d'adaptation, d'arrangement, de correction, et d'incorporation ainsi que les droits d'exploitation et de diffusion sous toutes ses formes et présentations auprès de tous publics.

- **Le droit de représentation** s'entend comme le droit de communiquer l'œuvre au

public par quelque procédé que ce soit, connu ou inconnu à ce jour, et notamment:

- **Le droit de présenter ou de faire présenter publiquement** les œuvres dans le monde entier par voie de télédiffusion par onde, câble, ou satellite ainsi que par tous réseaux de distribution, notamment numériques ou téléphoniques quel que soit le mode de consultation (notamment sur les sites Internet édités), à destination de tous publics.
- **Le droit de présenter ou faire présenter** les œuvres publiquement par projection en tous lieux accessibles à tout public.
- **Le droit de reproduction** s'entend comme le droit de fixer ou de faire fixer matériellement l'œuvre par tous procédés qui permettent de l'archiver ou de la communiquer au public et comporte notamment :
 - **Le droit de reproduire ou d'enregistrer** sur tous supports tels que supports papier, support filmique, pellicules photographiques, photographies en noir et blanc ou en couleur, diapositives, isolées ou incluses dans un diaporama, murs d'images, sur des supports tels que les vidéocassettes, vidéodisques, CD-ROM, CDi, DVD, produits vidéogrammes, notamment produits multimédia, mémoires flash, cartes mémoires, disques durs et plus généralement tous supports numériques etc. (liste explicative non exhaustive) par voie de reproduction graphique sous forme de dessins à l'identique ou adaptés, de reproduction en volume ou quatre dimensions, reconstitution par image de synthèse, vidéodisques, bandes magnétiques, disques magnétiques et/ou optiques, par voie de numérisation et selon tous les procédés connus ou inconnus à ce jour, et sous tous formats.
 - **Le droit d'éditer ou de faire éditer** les œuvres en vue de leur diffusion dans le monde entier sous la forme de diapositive, catalogues, revues, journaux, anthologies, encyclopédies, dictionnaires, ouvrages spécialisés, dépliants, agendas, affiches et cartes postales, cartes de tous genres et de tous formats réalisés sur tous supports graphiques actuels ou futurs y compris en relief ou en plusieurs dimensions, à des fins exclusivement non commerciales.
 - **Le droit d'établir ou de faire établir** en tel nombre qui plaira à FranceAgriMer ou le cas échéant à ses cessionnaires, autant d'exemplaires, doubles, ou copies en tous formats et par tous procédés précédemment mentionnés.
 - **Le droit de reproduire les œuvres modifiées ou adaptées**, sur les supports mentionnés ci-dessus.
- **Le droit de modification et le droit d'adaptation** s'entendent, conformément à l'article 122-4 du Code de la propriété intellectuelle, comme la possibilité de modifier ou d'adapter les œuvres en fonction des différents supports cités précédemment, en fonction de l'intégration de celles-ci à d'autres œuvres.

En ce qui concerne les droits des tiers (auteurs indépendants, droits voisins des artistes interprètes, droit à l'image des personnes représentées, etc), les droits et autorisations

nécessaires seront négociés par le titulaire suivant les nécessités du marché. Le titulaire informera l'acheteur de l'étendue et des limites des droits ainsi acquis pour son compte (notamment en termes de durée sachant que les droits négociés doivent avoir une durée d'au moins cinq ans). Il est précisé que les droits négociés doivent permettre une exploitation dans le monde entier. L'acheteur s'engage à respecter les utilisations contractuellement prévues entre ces tiers et le titulaire.

22.2. Régime des connaissances antérieures

La conclusion du marché n'emporte pas transfert des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature afférents aux connaissances antérieures. L'acheteur, le titulaire du marché restent titulaires, chacun en ce qui le concerne, des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature portant sur les connaissances antérieures.

Lorsque le titulaire du marché incorpore des connaissances antérieures dans les livrables ou utilise des connaissances antérieures qui sont disponibles sous un régime de licence libre ou que des connaissances antérieures, sans être incorporées aux livrables, sont strictement nécessaires pour la mise en œuvre des livrables, le titulaire du marché concède, à titre non exclusif, à l'acheteur, le droit d'utiliser de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, les connaissances antérieures strictement nécessaires pour utiliser les livrables, pour les besoins découlant de l'objet du marché. Ce droit comprend le droit de reproduire, de dupliquer, de charger, d'afficher, de stocker, d'exécuter, de représenter les connaissances antérieures pour utiliser les livrables. La concession des droits sur les connaissances antérieures est comprise dans le prix du marché. Les droits sont concédés pour la durée des droits d'utilisation portant sur les livrables.

Les droits de modification, d'adaptation, de traduction s'exercent le cas échéant dans les conditions prévues à l'article 22.1.

Au cours de l'exécution du marché, le titulaire du marché ne peut utiliser ou incorporer, sans l'accord préalable de l'acheteur, des connaissances antérieures nécessaires à la réalisation de l'objet du marché qui seraient de nature à limiter ou à rendre plus coûteux l'exercice des droits afférents aux livrables.

Ainsi qu'il est précisé ci-avant, la cession des droits est consentie par le titulaire en contrepartie de la rémunération versée par l'acheteur en exécution du marché, sans pouvoir prétendre à une quelconque rémunération complémentaire à ce titre.

La cession des droits patrimoniaux de propriété intellectuelle prévue aux présentes est parfaite entre les parties à compter de la signature du marché et prendra effet au fur et à mesure de la remise des livrables par le titulaire.

L'acheteur a le droit de procéder en son propre nom à toute formalité en vue de la préservation et de la gestion des droits cédés.

22.3 Garantie des droits cédés

Le titulaire garantit à l'acheteur:

- la jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits de propriété intellectuelle ou de toute nature relatifs aux livrables qui sont cédés dans le cadre du présent marché,
- qu'il est titulaire ou détient les droits concédés sur les connaissances antérieures,
- qu'il n'existe aucun litige en cours ou imminent relatif aux droits, objet de la cession,
- qu'il l'indemniserà en l'absence de faute qui lui sera directement imputable, sans bénéfice de discussion ni de division, de toute action, réclamation, revendication ou opposition de la part de toute personne à laquelle l'exploitation des livrables aurait porté atteinte.

La responsabilité du titulaire n'est pas engagée pour toute allégation concernant :

- les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui lui ont été communiqués par l'acheteur et qui ne résultent pas de l'exécution des prestations objet du marché,
- les éléments incorporés dans les livrables à la demande expresse de l'acheteur,
- les modifications, adaptations apportées aux livrables, si la cause de l'allégation trouve son fondement dans une modification ou une adaptation apportées par l'acheteur ou à leur demande expresse.

Le titulaire ne peut exploiter les éléments que FranceAgriMer lui communiquera, le cas échéant, que pour l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché. Il ne peut utiliser les livrables du présent marché à d'autres fins aussi bien en cours d'exécution de ce marché qu'à la fin de ce dernier sauf accord préalable de l'acheteur.

Toute autre exécution sans l'accord préalable de FranceAgriMer expose le titulaire à des actions en justice de la part de ce dernier.

Article 23: Avance

Conformément aux articles R.2191-3 à R.2191-19 du code de la commande publique, et sauf indication contraire dans l'acte d'engagement complété et signé avec le prestataire retenu, une avance lui sera versée. Le taux de l'avance est de 30%.

Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, le versement de l'avance est de droit pour le sous- traitant agréé et bénéficiant du paiement direct qui en fait la demande dans l'acte de sous- traitance.

Le montant de l'avance n'est pas soumis à variation de prix.

Le délai global de paiement de l'avance court à compter de la date de notification du marché. Ce délai ne peut excéder 30 jours calendaires.

Assiette de l'avance

Pour le titulaire, l'avance est calculée sur la base du montant toutes taxes comprises du marché (lot 1) diminué le cas échéant du montant des prestations confiées au (x) sous-traitant(s) et donnant lieu à paiement direct.

Pour le sous-traitant agréé bénéficiant d'un paiement direct, l'avance est calculée sur la base du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont sous-traitées telles qu'elles figurent dans l'acte de sous-traitance.

Modalités de remboursement de l'avance

Dans l'hypothèse où le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part de ce marché postérieurement à la notification du marché, ce dernier devra rembourser l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Le remboursement de l'avance est effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire ou au sous-traitant. Il interviendra sur la facture de solde des prestations.

Article 24: Modalités de règlement

24.1. Echancier de paiement

Le paiement des prestations sera effectué à l'issue du salon de l'agriculture après la fourniture par le titulaire d'un PV de démontage effectif ou d'une confirmation formelle du démontage sous format libre pour pouvoir déclencher le paiement.

Toutefois, comme le prévoit l'article L.2191-4 du code de la commande publique, les prestations du marché qui ont donné lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit à des acomptes.

La périodicité du versement des acomptes est fixée à 3 mois maximum. Cette périodicité peut être ramenée à 1 mois sur demande du titulaire dans les cas fixés au R2191-22 du code de la commande publique. Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement. Lorsque le titulaire remet à FranceAgriMer une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement. Le montant de l'acompte sera calculé au prorata des prestations effectivement réalisées sur la base d'un état d'avancement des prestations et/ou des livrables apportés par le titulaire. L'acompte demandé par le titulaire ne pourra excéder 30 % du montant du marché.

FranceAgriMer accepte ou rectifie la facture. Il la complète éventuellement, en faisant apparaître l'avance à rembourser, les réfections ou les pénalités imposées. Il arrête le montant de la somme à régler et, s'il est différent du montant figurant dans la demande de paiement, il le notifie ainsi arrêté, au titulaire.

24.2. Facturation

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 et R.2192-3 du code de la commande publique, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose au titulaire.

Ainsi le titulaire doit transmettre sa facture via **Chorus Portail Pro**.

Outre les mentions obligatoires au regard de la législation économique et fiscale, la facture devra comporter les éléments mentionnés à l'article D.2192-2 du code de la commande publique et notamment :

- l'identification du marché (objet et numéro)
- le n° SIRET identifiant FranceAgriMer en tant que destinataire de la facture 130 006 364 00017
- le numéro d'engagement juridique transmis par FranceAgriMer à la notification du marché
- le code service 58002 COM – INT.

Le paiement des sous-traitants sera effectué dans les conditions prévues aux articles R.2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique.

24.3. Délai de paiement et intérêts moratoires

Le délai maximum de paiement est de 30 jours calendaires à compter de la réception de la facture émise dans les conditions déterminées au 24.1 et 24.2.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au marché ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Le défaut de paiement dans le délai contractuel indiqué ci-après donne également lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire de 40 € pour les frais de recouvrement exposés par le titulaire. Lorsque les frais exposés par le titulaire sont supérieurs à 40 €, ce dernier peut demander à l'acheteur une indemnisation complémentaire, sur justification.

Article 25: Pénalités

L'imputation des pénalités ci-dessous fixées sera effectuée sur les sommes dues au titulaire du marché.

Le titulaire est tenu de livrer le stand aménagé conformément aux prescriptions du présent cahier des clauses particulières (CCP) au plus tard le **21 février 2025 à 10h**.

En conséquence, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de **10 000 €** dès lors que l'acheteur aura fait le constat lors des opérations d'admission du non-respect des exigences du cahier des clauses particulières (délai de livraison du stand, conformité du stand livré...) ou d'un retard constaté par l'organisateur dans le démontage du stand. Dans ce cas, un délai est accordé par écrit (par tout moyen permettant de garantir sa réception certaine) au titulaire pour y remédier.

Passé ce délai, une pénalité supplémentaire de **500 €** sera appliquée au titulaire. Cette pénalité est décomptée par tranche de trois heures à compter du délai fixé au titulaire sachant que les heures comprises entre minuit et 6 heures du matin ne seront pas prises en compte.

Aux termes des articles L2193-4 à L2193-7 et R2193-1 à R2193-4 du code de la commande publique, l'entrepreneur est tenu de faire agréer les sous-traitants. Dans le cadre du présent marché, si le titulaire n'a pas rempli cette obligation quinze jours après avoir été mis en demeure de le faire, il encourt une pénalité de 100 € par jour calendaire.

En cas de dysfonctionnement durable de la sonorisation des différents espaces (supérieur à une demi-journée), non-transmission ou de transmission tardive des fichiers video décrits à l'article 35 du présent document, le titulaire encourt une pénalité de 100 € / heure de retard.

Ces pénalités ne sont pas applicables si le titulaire justifie d'un cas de force majeure ou le fait de l'acheteur.

Article 26: Assurances

Le titulaire doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victime de dommages causés au cours de l'exécution des prestations du marché au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il remet à ce titre, préalablement à la notification du présent marché, une attestation d'assurance valide couvrant la hauteur du marché qui lui a été attribué.

Le titulaire s'engage à maintenir en vigueur son contrat d'assurance sur toute la durée du marché; il doit être en mesure, à tout moment durant l'exécution du marché, de produire cette attestation sur demande de l'acheteur dans un délai de 48 heures à compter de la réception de cette demande.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance

Article 27: Résiliation

27.1 Dispositions générales

L'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 27.4 soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 27.5, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 27.3.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 27.2.

Dans les hypothèses de résiliation ouvrant droit à indemnisation du titulaire, si les parties contractantes au présent marché ne parviennent pas, dans un délai de 6 mois à compter de la date de résiliation, à un accord sur le montant de l'indemnisation, le titulaire perçoit à sa demande, le montant que l'acheteur a proposé (article R2191-31 du code de la commande publique).

Il est précisé que dans l'hypothèse où le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur résilie le marché. Le titulaire ne pourra se voir indemniser que des pertes subies imputables à l'événement constitutif de force majeure à l'exclusion de toute autre indemnité.

27.2. Résiliation pour motifs d'intérêt général

L'acheteur, en l'absence de toute faute du titulaire et à tout moment, peut mettre fin au marché avant son achèvement pour motif d'intérêt général. Dans cette hypothèse, l'acheteur peut prétendre à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors TVA du marché, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage fixé à 5%.

Le titulaire a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissement, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de 15 jours calendaires après la notification de la résiliation du marché.

Ces indemnités sont portées au décompte de résiliation, sans que le titulaire ait à présenter une demande particulière à ce titre.

27.3. Résiliation pour événements extérieurs au marché

L'acheteur peut décider de résilier le marché sans que le titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité dans le cas des circonstances particulières suivantes:

Décès ou d'incapacité civile du titulaire.

L'incapacité physique manifeste et durable de l'entreprise titulaire compromettant la bonne exécution du marché peut donner lieu à résiliation du marché par l'acheteur.

L'acheteur peut résilier le marché ou accepter sa continuation par les ayants droit ou le curateur. Un avenant de transfert est établi à cette fin.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date du décès ou de l'incapacité civile. Elle n'ouvre droit pour le titulaire ou ses ayants droit à aucune indemnité.

Sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire.

En cas de sauvegarde ou de redressement judiciaire, le marché est résilié, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'[article L. 622-13 du code de commerce](#), ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

En cas de liquidation judiciaire du titulaire, le marché est résilié, si, après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'[article L. 641-11-1 du code de commerce](#), ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Dans les hypothèses visées ci-dessus, la résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité.

Incapacité physique du titulaire.

En cas d'incapacité physique manifeste et durable du titulaire compromettant la bonne exécution du marché, l'acheteur peut résilier le marché.

La résiliation n'ouvre droit pour le titulaire à aucune indemnité.

27.4. Résiliation pour événements liés au marché

Si au cours de l'exécution des prestations, le titulaire rencontre des difficultés techniques particulières, dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché, l'acheteur peut résilier le marché de sa propre initiative ou à la demande du titulaire. Dans ce cas et seulement lorsque le titulaire justifie d'un préjudice, les parties contractantes pourront convenir d'une indemnité.

27.5. Résiliation pour faute du titulaire

L'acheteur peut décider de résilier le marché sans que le titulaire puisse prétendre à une quelconque indemnité dans les cas suivants :

- le titulaire déclare, indépendamment des cas prévus à l'article **27.3**, ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché, à des actes frauduleux ;
- postérieurement à la signature du marché, le titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;

- postérieurement à la signature du marché les renseignements ou documents produits par le titulaire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution du marché, s'avèrent inexacts ;
- le titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail, à la protection de l'environnement, à la sécurité et la santé des personnes ou à la préservation du voisinage ;
- en cas de défaut de présentation, de mauvais emploi ou d'utilisation abusive des moyens mis à la disposition du titulaire ;
- le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels ;
- le titulaire a fait obstacle à l'exercice d'un contrôle par l'acheteur ;
- le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance, ou s'il ne respecte pas les obligations relatives aux sous-traitants mentionnées au présent document ;
- le titulaire n'a pas produit les attestations d'assurances ;
- le titulaire n'a pas communiqué les modifications mentionnées à l'article 2 et ses modifications sont de natures à compromettre la bonne exécution du marché ;
- le titulaire ou le sous-traitant ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité ;

Sauf dans les cas des quatre premiers alinéas, le titulaire fait l'objet d'une mise en demeure préalable l'informant de la sanction envisagée et l'invitant à présenter ses observations.

La résiliation du présent marché ne fait pas obstacle à l'exercice d'actions en responsabilité qui pourraient être intentées contre le titulaire.

Article 28: Exécution aux frais et risques du titulaire

L'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du titulaire.

Dans cette hypothèse, le titulaire du marché n'est pas admis à prendre part, ni directement, ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Article 29: Cessions

29.1. Cession ou nantissement de créances

Le présent marché peut faire l'objet de cession ou de nantissement de créances conformément aux dispositions des articles R.2191-45 à R.2191-62 du code de la commande publique.

La personne compétente pour fournir les renseignements énumérés aux articles R.2191-59 à R.2191-62 du code précité et les comptables chargés du paiement sont désignés dans l'acte d'engagement.

29.2. Cession du marché

Par cession du marché, on entend tout remplacement d'un titulaire par un tiers au marché en cours d'exécution. Il en va ainsi de toute transmission de patrimoine ou de cession d'actifs, notamment par scission ou fusion, qui entraîne un changement de la personnalité morale du titulaire.

La cession du contrat doit s'entendre comme la reprise pure et simple par le cessionnaire, de l'ensemble des droits et obligations résultant du marché initial. Elle ne saurait être assortie d'une remise en cause des éléments essentiels du marché initial tels que durée, prix, nature des prestations.

La cession du marché ne peut se faire qu'avec l'accord préalable et exprès de l'acheteur qui vérifie notamment si le cessionnaire présente bien toutes les garanties professionnelles et financières pour l'exécution des prestations conformément aux obligations contractuelles.

L'acheteur dispose, pour se prononcer, d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la demande d'agrément de cession qui doit être formulée par le titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, et contenir toutes les justifications nécessaires. Le titulaire ne peut se prévaloir d'aucune acceptation tacite.

La cession est constatée par un avenant signé du cédant, du cessionnaire et de l'acheteur.

Article 30: Décompte de résiliation

La résiliation fait l'objet d'un décompte de résiliation, qui est arrêté par l'acheteur et notifié au titulaire.

La notification du décompte par l'acheteur au titulaire doit être faite au plus tard deux mois après la date d'effet de la résiliation du marché. Le défaut de notification du décompte de résiliation dans ce délai constitue un différend au sens de l'article 31 ci-après.

Le cas échéant, les pénalités pour retard sont appliquées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

Le décompte de résiliation qui fait suite à une décision de résiliation '**pour évènement liés au marché**' et '**pour motifs d'intérêt général**' comprend :

Au débit du titulaire :

- le montant des sommes versées à titre d'avance, d'acompte, de règlement partiel définitif et de solde ;
- la valeur, fixée le marché et ses modifications éventuelles, des moyens confiés au titulaire que celui-ci ne peut restituer, ainsi que la valeur de reprise des moyens que l'acheteur cède à l'amiable au titulaire ;
- le montant des pénalités.

Au crédit du titulaire :

- La valeur des prestations fournies à l'acheteur, à savoir :
 - la valeur contractuelle des prestations admises, y compris, s'il y a lieu, les intérêts moratoires,
 - la valeur des prestations fournies éventuellement à la demande de l'acheteur telles que le stockage des fournitures,
- Les dépenses engagées par le titulaire en vue de l'exécution des prestations qui n'ont pas été fournies à l'acheteur, dans la mesure où ces dépenses n'ont pas été amorties antérieurement ou ne peuvent pas l'être ultérieurement, à savoir :
 - le coût des matières et objets approvisionnés en vue de l'exécution du marché,
 - le coût des installations, matériels et outillages réalisés en vue de l'exécution du marché,
 - les autres frais du titulaire se rapportant directement à l'exécution du marché.
- Les dépenses de personnel dont le titulaire apporte la preuve qu'elles résultent directement et nécessairement de la résiliation du marché.

Si la résiliation est prise suite à une décision de résiliation '**pour motif d'intérêt général**', une somme forfaitaire calculé en appliquant un pourcentage de 5 % à la différence entre le montant hors TVA non révisé du marché et le montant hors TVA non révisé des prestations admises. Le montant ainsi calculé sera révisé à la date d'effet de la résiliation conformément aux stipulations du marché.

Plus généralement tout préjudices subis du fait de la résiliation par le titulaire et éventuellement ses sous-traitants et fournisseurs.

Le décompte de résiliation à la suite d'une décision de résiliation '**aux torts du titulaire**' comprend :

Au débit du titulaire :

- le montant des sommes versées à titre d'avance, d'acompte, de règlement partiel définitif et de solde ;

- la valeur, fixée par le marché et ses modifications éventuelles, des moyens confiés au titulaire que celui-ci ne peut restituer, ainsi que la valeur de reprise des moyens que l'acheteur cède à l'amiable au titulaire ;
- le montant des pénalités ;
- le cas échéant, le supplément des dépenses résultant de la passation d'un marché aux frais et risques du titulaire.

Au crédit du titulaire :

- la valeur contractuelle des prestations admises y compris, s'il y a lieu, les intérêts moratoires ;
- la valeur des prestations fournies éventuellement à la demande de l'acheteur telles que le stockage des fournitures.

Le décompte de résiliation à la suite d'une décision de résiliation '**pour événements extérieurs au marché**' ou à la suite d'une demande du titulaire comprend :

Au débit du titulaire :

- le montant des sommes versées à titre d'avance, d'acompte, de règlement partiel définitif et de solde ;
- la valeur, fixée par le marché et ses modifications éventuelles, des moyens confiés au titulaire que celui-ci ne peut restituer, ainsi que la valeur de reprise des moyens que l'acheteur cède à l'amiable au titulaire ;
- le montant des pénalités.

Au crédit du titulaire :

- la valeur contractuelle des prestations admises y compris, s'il y a lieu, les intérêts moratoires ;
- la valeur des prestations fournies éventuellement à la demande de l'acheteur telles que le stockage des fournitures.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

Article 31: Règlement des différents entre les parties

L'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Au sens du présent article, l'apparition du différend résulte :

- soit d'une prise de position écrite, explicite et non équivoque émanant de l'acheteur et faisant apparaître le désaccord ;

- soit du silence gardé par l'acheteur à la suite d'une mise en demeure adressée par le titulaire l'invitant à prendre position sur le désaccord dans un délai qui ne saurait être inférieur à quinze jours calendaire ;
- soit de l'absence de notification du décompte de résiliation du marché.

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire en réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Ce mémoire doit être communiqué à l'acheteur dans le délai de deux mois courant à compter du jour où le différend est apparu.

Le délai de communication du mémoire en réclamation est prescrit à peine de forclusion.

L'acheteur dispose d'un délai de deux mois courant à compter de la réception du mémoire en réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Lorsque l'acheteur et le titulaire ne parviennent pas à régler à l'amiable le différend, ils privilégient le recours à un comité consultatif de règlement à l'amiable, à la conciliation, à la médiation, notamment auprès du médiateur des entreprises, ou à l'arbitrage, dans les hypothèses et les conditions prévues par le code de la commande publique.

La partie qui saisit d'un différend le comité consultatif de règlement amiable compétent supporte les frais de l'expertise, s'il en est décidé une, dans l'attente du règlement amiable définitif du différend.

La saisine d'un comité consultatif de règlement amiable des différends interrompt les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise par l'acheteur sur l'avis du comité.

La saisine d'un conciliateur ou d'un médiateur interrompt les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise après conciliation ou médiation ou de la constatation par le conciliateur ou le médiateur de l'échec de sa mission

Pour les réclamations auxquelles a donné lieu le solde du marché, le titulaire dispose d'un délai de deux mois calendaires, à compter de la notification de la décision prise par l'acheteur ou de la naissance de la décision implicite de rejet ci-avant mentionné, pour porter ses réclamations devant le tribunal administratif compétent (le tribunal administratif de Montreuil est seul compétent). Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté cette décision.

II. CLAUSES TECHNIQUES

Article 32 : Conception du stand

32.1. Esthétique générale: une présence forte qui se distingue

Peu connu du grand public, FranceAgriMer est un tiers de confiance, un établissement réactif, qui fait référence dans le monde agricole. Il rend des services essentiels, notamment en versant des aides, principalement des aides de crise.

Le stand devra évoquer le caractère institutionnel de FranceAgriMer, tout en évoquant pour le grand public sa modernité et son dynamisme. Le stand devra répondre parfaitement aux exigences de la charte graphique de l'Etat (<https://www.gouvernement.fr/charte/charte-graphique-les-applications/operateurs-et-entites-servicielles>).

Dans le hall institutionnel où sont présents tous les acteurs publics du monde agricole, le stand de FranceAgriMer devra être visible et se distinguer autant que possible.

32.2. Un stand convivial et fonctionnel

Le stand devra être ouvert et accueillant. Compte tenu de la circulation importante du public, les volumes du stand doivent être conçus de façon à assurer une bonne gestion des flux.

Le titulaire doit proposer un espace harmonieux et modulable (notamment pour y organiser des rencontres réunissant un large public) avec du mobilier amovible et facile à déplacer.

Le stand s'organise en trois espaces :

- un espace public qui accueille le grand public pour des rencontres et des animations,
- un espace privé pour des rencontres avec un public plus restreint et des évènements professionnels et festifs,
- des zones inaccessibles au public : cuisine, réserve, bureaux, cantine.

Les espaces publics et privés du stand doivent être accessibles aux personnes à mobilité réduite. Le titulaire doit porter une attention particulière au nivellement et revêtement du sol; les câbles électriques et toute différence de niveau devront être dûment cachés, aplanis et sécurisés.

Article 33: Réalisation et aménagement du stand

33.1. La répartition des différents espaces

Il est distingué un espace public, un espace privé (c'est-à-dire accessible à un public

d'invités), et des espaces techniques inaccessibles au public.

33.2. L'aménagement de l'espace public

Il comporte :

- **Un point d'accueil** qui permet d'orienter les invités dans l'espace privatif de FranceAgriMer (journalistes, professionnels...) et de renseigner les visiteurs du salon, notamment sur les missions de FranceAgriMer ; prévoir 2 assises hautes et une banque d'accueil.
- **une animation culinaire** : cet espace comportera un comptoir ou îlot permettant de cuisiner avec du public, sans point d'eau, mais avec un point froid (petit réfrigérateur) et un point chaud (plaque chauffante) ; cet espace devra être situé à proximité de la cuisine (pour faciliter le travail du chef) ; cet espace devra être convivial, permettre à un maximum de personnes d'assister aux ateliers culinaires et à quelques personnes de s'asseoir pour déguster (prévoir quelques tabourets hauts).
- **un espace dédié à des mini-conférences** disposant d'assises afin d'asseoir environ 15 personnes, le titulaire fournira un mange-debout et trois tabourets hauts qui seront installés pour les intervenants qui devront disposer de 3 micros ; la sonorisation de cet espace sera prévue par le titulaire afin que le public qui assiste puisse entendre les interventions.
- Une paroi de fond devant laquelle prennent place les intervenants sera totalement ou partiellement recouverte de peinture type « tableau noir », avec une craie pour y annoncer les événements et leurs horaires, et éventuellement servir de support aux intervenants

33.3. L'aménagement de l'espace privé

Cette partie du stand de FranceAgriMer doit être isolée de l'espace public pour permettre le filtrage des accès (porte vitrée si possible), elle sera utilisée pour des événements privés ou sur inscription. Cet espace est destiné à l'organisation de conférences, de réunions, de déjeuners et cocktails.

Espace privé	55 personnes assises
- une grande salle pour conférences, événements, cocktails	
- un comptoir/bar	
- un vestiaire pour le public	

Cet espace devra être insonorisé, de façon à être isolé du bruit extérieur, et climatisé. Il devra comporter un plafond qui ne peut être une simple toile tendue. Les dispositions mises en œuvre pour garantir la qualité de ces deux points jugés essentiels sont décrites par le prestataire dans son offre.

Cet espace clôt doit être chaleureux, des parois en bois ou colorées ou vitrées pourraient par exemple être appréciées, les tonalités seront plutôt claires avec des éclairages soignés. Compte-tenu des différents usages, cet espace et son mobilier devront être modulables, faciles à déplacer ou stocker. Des chaises empilables ou pliables, de peu d'encombrement, pour permettre d'asseoir les participants aux conférences, puis d'être retirées pour un cocktail par exemple. L'ensemble du mobilier devra néanmoins rester harmonieux et coordonné.

La salle de conférence pourra accueillir :

- jusqu'à environ 55 personnes assises en conférence,
- une vingtaine de convives en configuration déjeuner (tables en conséquence).

Cet espace devra disposer :

- d'un bar (un comptoir, des supports poubelles et des sacs, des espaces de rangements),
- de tables (éventuellement empilables ou pliables, ou faciles à déplacer) pour déjeuner, pour 20 convives,
- de 55 chaises confortables mais légères et empilables (une partie pouvant être stockée dans la réserve),
- d'un grand écran à fixer sur une paroi murale, qui permettra la lisibilité depuis le fond de la salle. Le mur qui supportera l'écran devra être en couleur ou matériau naturel (bois par exemple), afin que les photos réalisées lors des événements ne soient pas sur fond blanc,
- le matériel de diffusion des supports de conférences sur ce grand écran, ordinateur portable et télécommande pointeur pour présentation,
- d'une sonorisation associée, ainsi que d'un pupitre (léger) sonorisé; le titulaire devra fournir deux micros à main,
- une caméra permettant la captation vidéo des conférences (il n'est pas prévu de diffusion en direct ni de visioconférence),
- éclairage supplémentaire pour animateur pupitre (type projecteur mandarine), afin d'améliorer le rendu vidéo,
- d'un petit vestiaire, réservé aux invités de FranceAgriMer, aménagé avec portemanteaux, cintres et étagères pour sacs.

33.4. L'aménagement des espaces techniques inaccessibles au public

Espaces inaccessibles au public	
- cantine	Capacité 10 personnes assises
- cuisine	Environ 15 m ² (1 cuisinier, 1 ou 2 commis, un maître d'hôtel doivent y circuler)
- 2 bureaux	1 bureau de 9m ² (DG) 1 bureau de 7m ² (staff)
- 2 salles de réunion	2 salles de réunion de 7m ²
- un espace régie audiovisuelle	
- réserve	

- **La cantine** : espace de restauration pour le personnel travaillant sur le stand (personnel de FranceAgriMer + les personnels des 3 lots présents sur le stand toute la journée), fermé (clé ou code), comprenant des tables et des chaises pour 10 personnes, une desserte pour café, thé et boissons.
- **La cuisine** : espace fermé (clé ou code). La cuisine devra comporter au minimum :
 - un évier double avec égouttoir avec eau chaude et froide
 - un lave-vaisselle professionnel
 - un grand réfrigérateur professionnel de 800 litres
 - une plaque de cuisson à induction 4 feux

- un four professionnel
- des étagères de rangement
- trois supports poubelles et des sacs
- 5 casiers fermant à clés pour le personnel.

La date d'accès à cet espace et équipements sera convenue d'un commun accord avec le titulaire du lot 1 du présent marché. En tout état de cause, cette date doit permettre au titulaire du marché de restauration déjà notifié à la société Conseil Cuisine Création de pourvoir à l'installation des petits équipements à sa charge au plus tard la veille du démarrage du salon, soit le 21 février 2025 à 10h.

Cet espace sera aménagé en lien avec le titulaire du marché de restauration attribué à la société Conseil Cuisine Création.

- **Deux bureaux** (si possible éloignés des espaces d'animation), fermant à clé.

Ces 2 bureaux bénéficieront d'un éclairage indirect (pas de spot plafond).

1 - **Bureau staff** : il sera équipé de mobilier peu encombrant (tablette murale et chaises hautes) permettant d'accueillir 2 à 3 personnes travaillant sur un ordinateur.

Le titulaire fournit également :

- un ordinateur + une imprimante couleur, avec 2 ramettes de papier A4, de peu d'encombrement,
- une corbeille à papier,
- un porte-manteau mural si possible,
- des multiprises pour recharger et brancher téléphones et portables.

2- **Bureau DG** : destiné à l'équipe de direction, sera meublé et décoré de manière soignée et confortable, il comportera au moins :

- trois fauteuils légers et peu encombrants facile à déplacer, ou un petit canapé et 1 ou 2 petits fauteuils,
- une table basse,
- un porte-manteau,
- un poste de travail informatique (fauteuil, desserte ou petit bureau),
- une corbeille à papier.

- **Deux salles de réunion** : équipés chacune de :

- 3 petits fauteuils peu encombrants et maniables et une ou deux chaises pliantes d'appoint,
- 1 petite table basse,
- 1 porte manteau.

- **La réserve**

Le titulaire doit prévoir l'aménagement d'une réserve, équipée :

- d'étagères de rangement, assez profondes pour stocker de la documentation (cartons),
- 25 petits casiers, type consignes petit format (sacs à main, ordinateur), fermant à clé ou code pour les affaires personnelles.

- **Un espace dédié à la régie audiovisuelle.**

Article 34: Régie du stand

Régisseur général et appui technique:

Le titulaire du présent lot 1 prévoiera la présence d'un régisseur général, sur le stand ou à proximité immédiate pendant toute la durée du salon, chargé de veiller au bon déroulement de l'ensemble des prestations du marché (électrique, maintenance, réparation...).

Un réseau internet devra être mis à disposition pour tous les postes informatiques du stand emmenés par FranceAgriMer.

Gestion des commandes techniques:

Les charges de fonctionnement (raccordement électricité, eau, internet...) seront facturées directement à FranceAgriMer par la société organisatrice du SIA (Comexposium).

Néanmoins le titulaire assurera pour le compte de FranceAgriMer la gestion des commandes et leur suivi avec Comexposium pour toutes les questions et contraintes techniques et la sécurité des diverses installations (construction, branchements électriques, eau, évacuation ...), du montage jusqu'au démontage du stand.

Portes fermées au public:

Pour les espaces disposant de portes qui doivent être fermées au public, des codes ou des clés seront fournies à l'acheteur en nombre d'exemplaires suffisant.

Article 35 : Régie audiovisuelle et captation vidéo

Le titulaire sera responsable de la bonne **sonorisation et captation vidéo des prises de parole**, lors des conférences dans l'espace intérieur du stand (installation et appui à la diffusion de support sur écran, sonorisation, et captation vidéo), comme pour les rencontres organisées sur la partie publique du stand (prises de parole avec micro). En l'espèce, le titulaire doit prévoir la présence d'un régisseur/technicien, professionnel de l'audiovisuel, qui devra disposer des compétences et du matériel adéquat pour assurer cette prestation tout au long du salon.

Le titulaire devra assurer la présence de deux personnes : un régisseur général et un régisseur/technicien audiovisuel comme indiqué plus haut dans le CCP ;

Un engagement fort en termes de résultat est attendu du prestataire :

Le titulaire du marché s'engage à fournir les captation vidéos des événements se déroulant dans la salle de conférence du stand de FranceAgriMer durant les heures d'ouverture du salon. Ces événements sont au nombre de 6 à 10.

Les fichiers vidéo en qualité 720p doivent être transmis par le titulaire, par le moyen de son choix, à notre équipe de montage située à Montreuil (93) **au cours de la demi-journée suivant la fin de l'événement.**

ANNEXE 1 : données protégées

Clauses relatives aux données protégées

Conclues entre :

D'une part, l'**Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer**, dont le siège est situé 12, rue Henri Rol-Tanguy, TSA 20002, 93555 MONTREUIL CEDEX, **ci-après désigné « FranceAgriMer »**

Et, d'autre part, le **titulaire du marché, ci-après désigné « le sous-traitant »** ou « le sous-traitant initial ».

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter le droit de l'Union européenne et le droit français applicables au traitement des données protégées.

Pour les besoins des présentes clauses, les termes « données protégées » désignent tous les documents et données que le sous-traitant traite (par exemple collecte, enregistre, conserve, consulte ou utilise) pour le compte de FranceAgriMer, ainsi que tous les documents et données auxquels il accède à l'occasion de prestations effectuées pour le compte de FranceAgriMer.

Les « données protégées » incluent en particulier :

- les données personnelles, au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés
- les secrets des affaires, au sens de l'article L. 151-1 du code de commerce
- les documents et données couverts par le secret professionnel ou par le secret des correspondances, au sens des articles L. 226-13 à L. 226-15 du code pénal
- les données couvertes par le secret statistique, au sens de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 modifiée sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques
- les documents administratifs non communicables, au sens de l'article L. 311-5 du code des relations entre le public et l'administration
- les documents administratifs communicables seulement à l'intéressé, au sens de l'article L. 311-6 du code des relations entre le public et l'administration.

1. Description des traitements faisant l'objet de la sous-traitance

Le sous-traitant est autorisé à traiter, pour le compte de FranceAgriMer, les données protégées nécessaires pour fournir les services définis par le marché **notamment dans**

 RÉPUBLIQUE FRANÇAISE Liberté Égalité Fraternité	 FranceAgriMer	Salon International de l'Agriculture 2025 LOT 1	CCP	Page 34/38
--	--	---	-----	---------------

le cadre du recueil d'informations et la transmission des livrables du marché aux personnes concernées.

La nature des opérations réalisées sur les données à caractère personnel (ci-après dénommées «les données») **est l'enregistrement, la diffusion, la conservation, l'effacement ou la destruction.**

La finalité du traitement est **de pouvoir effectuer des échanges et de la communication.**

S'agissant des données personnelles :

Les **catégories d'opérations réalisées sur les données personnelles** sont les suivantes : la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, la consultation, l'utilisation, l'effacement, l'adaptation, la modification, l'extraction, la transmission, la diffusion, la mise à disposition, le rapprochement.

Les **catégories de données personnelles traitées** sont les suivantes : nom, prénom, téléphone (personnel ou professionnel), adresse électronique (personnelle ou professionnelle).

Les **catégories de personnes physiques concernées** sont : les participants aux réunions de cadrage nécessaires à la mise en oeuvre du SIA 2024, les participants/intervenants au/sur le stand FranceAgriMer du SIA 2024.

2. Obligations du sous-traitant vis-à-vis de FranceAgriMer

Le sous-traitant s'engage à :

- traiter les données protégées uniquement pour les finalités qui font l'objet de la sous-traitance.

En particulier, le sous-traitant traite les données protégées, quels que soient leur forme et leur support, exclusivement pour les besoins des prestations qui lui ont été confiées par FranceAgriMer, et s'interdit toute autre utilisation des données protégées.

Il s'interdit de communiquer tout ou partie des données protégées à des tiers sans l'autorisation préalable et écrite de FranceAgriMer.

- traiter les données protégées conformément aux instructions de FranceAgriMer.
Si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil précité ou de toute autre disposition du droit de l'Union européenne ou du droit des États membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement FranceAgriMer.
- garantir la confidentialité des données protégées, traitées dans le cadre du présent contrat.
- veiller à ce que chaque personne physique, agissant sous son autorité et ayant accès aux données protégées :
 - accède aux données protégées exclusivement au moyen de son identifiant et de son mot de passe individuels
 - voie cette habilitation individuelle à accéder aux données protégées

immédiatement révoquée en cas de cessation des fonctions nécessitant un accès aux données protégées

- recevoir la formation nécessaire en matière de protection des données personnelles.
- veiller à ce que les personnes physiques ou morales, agissant sous son autorité et ayant accès aux données protégées :
 - s'engagent à respecter la confidentialité des données protégées ou soient soumises à une obligation appropriée de confidentialité
 - traitent les données protégées seulement sur instruction de FranceAgriMer, à moins d'y être obligées par le droit de l'Union européenne ou le droit d'un État membre.
- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données personnelles dès la conception et de protection des données personnelles par défaut.
- porter à la connaissance des personnes concernées les mentions d'information, déterminées par FranceAgriMer, relatives au traitement de données personnelles mis en œuvre, sauf si FranceAgriMer lui indique l'avoir déjà fait.
- ne transférer, au sens des articles 44 à 50 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil précité, aucune donnée personnelle hors Union européenne sans l'autorisation préalable et écrite de FranceAgriMer.

Le sous-traitant reconnaît que tout manquement de sa part aux obligations définies aux présentes clauses engagera sa pleine et entière responsabilité à l'égard de FranceAgriMer.

3. Sous-traitance

Le sous-traitant s'interdit de sous-traiter tout ou partie du présent marché à un tiers (ci-après « sous-traitant ultérieur »), sans l'autorisation préalable et écrite de FranceAgriMer. Le sous-traitant fournira à FranceAgriMer l'ensemble des informations relatives au sous-traitant ultérieur, notamment son nom, ses coordonnées et le périmètre de prestations envisagé, afin de permettre à FranceAgriMer d'accepter ou de refuser cette sous-traitance. À tout moment de la sous-traitance, le sous-traitant s'engage à fournir à FranceAgriMer, sur simple demande de ce dernier et dans les meilleurs délais, toute information complémentaire sur ledit sous-traitant ultérieur.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent accord pour le compte et selon les instructions de FranceAgriMer. Il appartient au sous-traitant initial de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement des données protégées réponde aux exigences des présentes clauses.

Le sous-traitant initial reconnaît que tout manquement de la part des sous-traitants ultérieurs aux obligations définies aux présentes clauses engagera sa pleine et entière responsabilité à l'égard de FranceAgriMer.

4. Exercice des droits des personnes

Le sous-traitant doit aider FranceAgriMer à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement.

En particulier, lorsque les personnes concernées exercent auprès du sous-traitant des demandes d'exercice de leurs droits relatifs aux données personnelles, le sous-traitant doit, dès réception, adresser ces demandes par courrier électronique au délégué à la protection des données de FranceAgriMer à l'adresse : dpo@franceagrimer.fr.

5. Notification des violations de données personnelles

Le sous-traitant doit notifier à FranceAgriMer, dans les plus brefs délais après en avoir pris connaissance, toute violation de données personnelles. Cette notification s'effectue par tout moyen permettant au sous-traitant de s'assurer de sa réception par FranceAgriMer. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à FranceAgriMer, si nécessaire, de notifier cette violation à la CNIL.

6. Mesures de sécurité

Le sous-traitant s'engage à prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées, afin de garantir un niveau de sécurisation des données protégées adapté aux risques que leur traitement est susceptible d'engendrer.

7. Sort des données

Au terme de la prestation de service qui rend nécessaire l'accès aux données protégées, le sous-traitant s'engage à renvoyer toutes les données protégées à FranceAgriMer ou, le cas échéant, à l'organisme dont FranceAgriMer lui communiquera les coordonnées.

Ce renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existant dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois les copies détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de leur destruction.

Les présentes clauses s'appliquent tant que le sous-traitant (ou, le cas échéant, le sous-traitant ultérieur choisi par le sous-traitant initial) a accès aux données protégées ou à une copie de celles-ci.

8. Délégué à la protection des données du sous-traitant

Le sous-traitant communique à FranceAgriMer le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil précité.

9. Registre des catégories d'activités de traitement

Le sous-traitant déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories

d'activités de traitement effectuées pour le compte de FranceAgriMer comprenant :

- les catégories de traitements effectués pour le compte de FranceAgriMer
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles mises en œuvre
- le cas échéant, le nom et les coordonnées des sous-traitants ultérieurs.

10. Documentation

Le sous-traitant met à la disposition de FranceAgriMer la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par FranceAgriMer ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

11. Obligations de FranceAgriMer vis-à-vis du sous-traitant

FranceAgriMer s'engage à :

- fournir au sous-traitant les données protégées visées aux présentes clauses
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données protégées par le sous-traitant
- superviser les traitements, y compris réaliser des audits et des inspections auprès du sous- traitant.